

Brochure n° 3005-II

**Convention collective nationale**

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**  
**(Tome II : Ouvriers)**

---

**ACCORD DU 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2008**  
**RELATIF AUX SALAIRES MINIMA ANNUELS POUR L'ANNÉE 2009**  
**(ILE-DE-FRANCE)**

NOR : *ASET0950073M*  
IDCC : *1702*

---

Entre :

La fédération régionale des travaux publics Ile-de-France (F RTP) ;  
La fédération parisienne des SCOP du bâtiment et des travaux publics,  
pour la section travaux publics,

D'une part, et

L'union régionale de la construction et du bois de l'Ile-de-France CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

Pour 2009, les valeurs des minima annuels, sur la base de 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, des positions de la classification des ouvriers des travaux publics, comme indiqué à l'avenant n° 2 du 24 juillet 2002 à la convention collective nationale des ouvriers du 15 décembre 1992, sont les suivantes.

(En euros.)

NIVEAU	POSITION	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMUM
I	1	100	17 590
	2	110	17 820
II	1	125	18 650
	2	140	20 750
III	1	150	22 100
	2	165	24 350
IV		180	26 550
Rappel : aucun salaire ne peut être inférieur au salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) en vigueur.			

## Article 2

En application de l'article L. 3221-2 du code du travail, il est rappelé que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

## Article 3

Le présent accord sera déposé en 2 exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, conformément à l'article D. 2231-2 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Paris.

## Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère chargé du travail, conformément aux dispositions des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

## Article 5

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer, conformément à l'article L. 2261-3 du code du travail.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> décembre 2008.

(Suivent les signatures.)